



# Mondialisation : entre la peur et l'espoir

## Chronique

Europe Thomas Ferenczi

**L**a Communauté européenne a 50 ans. Elle est heureuse d'être en vie et déterminée à le rester. Mais existera-t-elle encore dans cinquante ans ? Oui, ont répondu la plupart des Européens interrogés par l'Institut Harris Interactive pour l'*International Herald Tribune* et France 24. Pour une majorité d'entre eux, cette Europe future s'étendra non seulement à la Turquie, mais aussi à la Russie. Elle aura l'euro pour monnaie commune, le vent et le soleil pour principales sources d'énergie, l'anglais pour langue dominante. Né au milieu du XX<sup>e</sup> siècle pour maintenir la paix et défendre la liberté sur un continent endeuillé par les guerres, le projet européen s'est trouvé, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, une autre justification : relever le défi de la mondialisation.

« Une Europe plus forte pour une mondialisation réussie », tel est le vœu formulé à Berlin, à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire des traités de Rome, par le président de la Commission, José Manuel Barroso. Les dirigeants européens ont fait de cette ambition leur mot d'ordre. Dans un monde où l'accroissement des échanges a rendu la compétition plus difficile, l'Europe, pensent-ils, ne pourra lutter avec succès qu'en unissant ses forces. Ce n'est qu'à cette condition qu'elle tirera profit de l'internationalisation des marchés, au lieu de n'en subir que les conséquences négatives. Pourtant, d'un pays à l'autre, la perception du phénomène diffère.

Une enquête menée par l'Institut suédois Kairos Future dans huit Etats de l'Union européenne à l'initiative de la Fondation pour l'innovation politique, sous la direction d'Elvire Fabry, montre ainsi que la mondialisation apparaît aux uns plutôt comme une menace et aux autres plutôt comme une chance. La France se singularise, selon l'étude, par un « syndrome de pessimisme socio-économique », qui la conduit à considérer avec crainte toutes les évolutions en cours. Les Français ont

peur de la concurrence mondiale, des délocalisations, de l'immigration. Ils demandent plus de protection. Cette forte inquiétude n'est pas une surprise. Ce qui surprend davantage, c'est qu'elle est en partie partagée par leurs voisins européens.

L'Allemagne a retrouvé confiance après une période difficile. Cela ne veut pas dire qu'elle soit pleinement rassurée. Elle est consciente, à parts égales, des risques et des atouts de la mondialisation. Mais le débat y est dépassionné. Il traduit la recherche d'un « juste milieu ». La Grande-Bretagne, apparemment, n'a pas d'états d'âme : elle appelle à épouser le mouvement sans hésiter. Cependant, à en croire les enquêteurs, cette vision officielle ne correspond pas aux sentiments de la population, qui montre des signes d'angoisse.

Les Espagnols et les Italiens ne font pas preuve, non plus, de beaucoup d'enthousiasme. L'immigration, en particulier, les inquiète. Mais ils sont réalistes, voire fatalistes, face à une évolution qu'ils ne maîtrisent pas. Ils sont nombreux, en Espagne plus encore qu'en Italie, à en mesurer les effets négatifs. Les Polonais sont comme les Espagnols : ils perçoivent avec plus d'acuité que d'autres les menaces de la mondialisation tout en appréciant les chances qu'elle leur donne.

Des huit pays de l'échantillon, seules l'Estonie et la Suède, deux nations marchandes habituées à l'ouverture, accueillent avec une relative sérénité les changements qui affectent l'économie internationale. Ce sont les atteintes à l'environnement qui les préoccupent le plus mais elles s'adaptent avec un certain optimisme à la nouvelle donne. Face à la mondialisation, beaucoup d'Européens doutent ou regimbent. Qu'ils soient particulièrement inquiets, comme les Français, ou plus confiants, comme certains de leurs voisins, ils attendent de l'Union européenne, d'après l'enquête, qu'elle les aide à affronter l'avenir. ■